



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

**Signature de la convention  
Etat-Anpe-Unedic**

**VENDREDI 5 MAI 2006**



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement  
Ministère délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes

# **Signature de la convention Etat-Anpe-Unédic**

**relative à la coordination  
des actions du  
Service Public de l'Emploi**

vendredi 5 mai 2006

Ministère de l'emploi,  
de la cohésion sociale  
et du logement



# Les apports de la coordination des actions du Service public de l'emploi

Inscrite dans le plan de cohésion sociale, la convention Etat-ANPE-Unédic marque une étape déterminante dans la rénovation du service public de l'emploi.

La signature de cette convention est le résultat d'une démarche de réflexion et de concertation menée durant plus d'un an et demi.

Cette convention permet de coordonner les moyens et les actions des principaux acteurs du service public de l'emploi pour construire et mettre en œuvre un « projet personnalisé d'accès à l'emploi ».

## ■ Une prise en charge plus rapide du demandeur d'emploi

C'est au cours de l'entretien préliminaire de calcul des droits assuré par l'Assédic, que sera effectué le diagnostic préliminaire permettant de mesurer la distance à l'emploi. Ce premier diagnostic sera affiné par l'ANPE au cours du premier entretien professionnel.

Afin de simplifier les démarches du demandeur d'emploi et d'accélérer l'élaboration de son projet de retour à l'emploi, l'entretien à l'ANPE devra intervenir dans un délai de 8 jours au 1<sup>er</sup> juillet 2006 puis de 5 jours à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007 (actuellement ce délai peut représenter une période de 20 jours).

Par ailleurs, ces deux entretiens complémentaires pourront s'effectuer le même jour dans les maisons de l'emploi et à terme dans les implantations communes de l'ANPE et de l'Unédic.

## ■ Un diagnostic initial partagé, pour un accompagnement personnalisé

Partagé par l'Unédic et l'ANPE, le diagnostic initial de la distance à l'emploi permettra de proposer à l'intéressé des prestations appropriées au travers de parcours d'accompagnement différenciés.

C'est sur la base de ce diagnostic que sera établi, avec le demandeur d'emploi, son « projet personnalisé d'accès à l'emploi ».

Ce projet pourra être adapté à tout moment avec lui.

Il sera formalisé dans un « dossier unique » auquel auront accès les principaux acteurs du service public de l'emploi.

Cela permettra une plus grande cohérence dans l'intervention des différents acteurs et la mobilisation des différents dispositifs relevant de l'Etat, de l'ANPE et de l'Unédic.

### ■ Un accompagnement individuel mensuel

L'entretien de suivi mensuel personnalisé, effectué par l'ANPE pour les nouveaux inscrits depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, sera généralisé. Ce suivi mensuel débutera à compter du quatrième mois d'inscription.

L'entretien de suivi mensuel sera assuré par le même conseiller référent tout au long du parcours.

### ■ Des implantations communes

Les agences locales pour l'emploi et les antennes Assédic veilleront à offrir des guichets uniques facilitant la relation avec les demandeurs d'emploi.

La convention fixe un objectif pour la fin 2006 d'au moins un guichet unique par région.

Le réseau des maisons de l'emploi y contribuera. Les maisons de l'emploi permettent en effet d'associer, au niveau local, les moyens des principaux acteurs du service public de l'emploi, afin de contribuer à l'adaptation des territoires aux mutations économiques, de favoriser l'accès et le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et d'aider à la création d'entreprise. D'ores et déjà, 158 projets de maisons de l'emploi ont été labellisés (pour un objectif de 300 maisons de l'emploi fixé par le plan de cohésion sociale à l'horizon fin 2009).

Les gestionnaires de l'ANPE et de l'Unédic s'engagent par ailleurs à élaborer une politique immobilière concertée, afin de pouvoir regrouper progressivement leurs services sur les mêmes sites.

### ■ Un dossier unique du demandeur d'emploi

La mise en place du dossier unique du demandeur d'emploi permettra l'accès aux données nécessaires sur le parcours du demandeur d'emploi aux différents partenaires du service public de l'emploi. Il évitera notamment d'avoir à reconstituer un nouveau dossier ou à faire des double-saisies.

Le dossier unique du demandeur d'emploi permet d'accompagner plus efficacement le demandeur d'emploi grâce à une vue transverse des actions menées tant par les différents partenaires et d'assurer ainsi leur cohérence.

Plus largement, l'ANPE et l'Unédic mettront en place un système informatique commun. Il sera porté par une structure commune aux deux institutions.

# Convention Etat - ANPE - Unédic du 5 mai 2006 relative à la coordination des actions du service public de l'emploi.

L'Etat, représenté par le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le Ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes,

L'Agence nationale pour l'Emploi, représentée par le Président de son Conseil d'administration et son Directeur Général,

L'Unédic, représentée par le Président et le Vice-Président de son Conseil d'administration et son Directeur Général,

Vu le Code du travail, en particulier les articles L. 311-1, L. 351-16 et suivants et L. 354-1,

Conviennent de ce qui suit :

## **Préambule**

La présente convention s'inscrit dans le contexte issu de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 et de la convention d'assurance chômage, qui visent à renforcer l'action de l'Etat et des partenaires sociaux afin d'améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi en vue de leur retour à l'emploi.

La loi de programmation pour la cohésion sociale procède à une rénovation du service public de l'emploi. Elle prévoit le renforcement du pilotage du service public de l'emploi dans le cadre d'une convention tripartite entre l'Etat, l'ANPE et l'Unédic, à laquelle est associée l'AFPA.

Réaffirmant le caractère paritaire et les missions spécifiques de l'assurance chômage d'une part et les missions d'acteur public pour l'emploi de l'ANPE d'autre part, la convention, dans le respect des compétences et de l'identité de chacun, met en œuvre la volonté des parties signataires, exprimée notamment par les moyens alloués, de :

- proposer aux demandeurs d'emploi une offre de services personnalisée,
- fournir un service adapté aux entreprises pour le recrutement de leurs collaborateurs,
- mettre en place le rapprochement opérationnel de l'ANPE et de l'Unédic, au service du demandeur d'emploi, en privilégiant une logique de guichet unique, lieu commun à l'ANPE et à l'Unédic, au sein duquel les demandeurs d'emploi et les entreprises peuvent accéder aux services proposés par chacun des organismes précités,
- contribuer à la mise en place des maisons de l'emploi,
- fixer, dans le nouveau contexte d'ouverture du marché du placement, les règles régissant les relations avec les acteurs participant au service public de l'emploi, ainsi que les conditions de recours à des organismes tiers à la présente convention pour les opérations de placement,
- organiser les conditions opérationnelles et les procédures d'accompagnement de la recherche d'emploi.

Les principes généraux définis par la présente convention donneront lieu, en tant que de besoin, à des conventions spécifiques de mise en œuvre.

## **Titre 1 – Les objectifs du Service public de l’emploi dans le cadre de la présente convention**

### **Article 1 - Les objectifs du service public de l’emploi**

Pour contribuer à assurer l'accès et le retour à l’emploi des demandeurs d’emploi, le service public de l’emploi assure les missions de placement, d’indemnisation, d’insertion, de formation et d’accompagnement des demandeurs d’emploi.

Dans ce cadre, les signataires de la convention s’accordent sur les objectifs suivants :

#### **- Simplifier les démarches des demandeurs d’emploi.**

L’objectif est de simplifier au maximum les démarches du demandeur d’emploi à chaque étape de son parcours vers l’emploi et d’assurer une plus grande continuité de ce parcours.

Cela se traduit par la mise en place d’un dossier unique pour chaque demandeur d’emploi et d’un système d’information commun.

L’ANPE et l’Unédic conviennent également d’engager un rapprochement de leurs implantations par le biais d’une politique immobilière concertée.

#### **- Dynamiser la recherche d’emploi.**

L’objectif est d’améliorer l’accompagnement du demandeur d’emploi et de le responsabiliser dans la gestion de son parcours.

Cela se traduit notamment par un diagnostic initial sur la situation du demandeur d’emploi et sa distance à l’emploi, par la différenciation des parcours et l’adaptation des prestations, par une plus grande diversité accordée au demandeur d’emploi dans le choix des services qui lui sont proposés ainsi que par l’amélioration des modalités du suivi de la recherche d’emploi.

Cela se traduit également, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, par la mise en place, pour chaque demandeur d’emploi, d’un entretien de suivi mensuel à compter du quatrième mois d’inscription sur la liste des demandeurs d’emploi dans les catégories 1, 2 et 3, selon les modalités définies à l’article 4. Cet entretien de suivi mensuel est assuré par un même conseiller tout au long du parcours vers l’emploi.

#### **- Optimiser le service rendu aux demandeurs d’emploi et aux entreprises.**

L’objectif est de rendre le meilleur service aux demandeurs d’emploi, indemnisés ou non, ainsi qu’aux entreprises, au meilleur coût.

Cela se traduit notamment par la mise à disposition des données et connaissances relatives à la situation du marché du travail et aux prévisions à moyen terme, concernant l’emploi et les compétences disponibles, en coordonnant les informations statistiques et les analyses des divers intervenants du service public de l’emploi, ainsi que par l’évaluation des actions menées.

## **Titre 2 – Les missions des acteurs du service public de l’emploi et leur travail en commun**

### **Article 2 - Les missions des acteurs du service public de l’emploi**

a) Les principaux acteurs du service public de l’emploi :

L’Etat a la responsabilité de la politique publique de l’emploi. Il anime l’action des principaux membres du service public de l’emploi - ANPE, Unédic, AFPA - dans le cadre de leurs compétences et responsabilités. Il finance des mesures d’aides à l’emploi, en particulier en faveur des publics les plus éloignés de l’emploi et des mesures d’anticipation et d’accompagnement des mutations économiques. Au niveau déconcentré, il met en œuvre ces mesures en veillant à leur adaptation aux besoins des territoires. Avec le concours de l’ANPE et de l’Unédic, il s’assure du respect par les demandeurs d’emploi de leurs obligations en matière de recherche active d’emploi.

L’Agence Nationale pour l’Emploi est le principal opérateur de l’intermédiation active, qu’il s’agisse de l’accompagnement et du placement des demandeurs d’emploi, et de la réponse aux besoins des entreprises. L’ANPE est chargée, dans le cadre des objectifs fixés dans le contrat de progrès conclu avec l’Etat, du recueil, de la prospection, du suivi et du traitement d’offres d’emploi ; de la prescription de mesures d’accompagnement et d’aides actives financées par l’Etat, le régime d’assurance chômage et, le cas échéant, les collectivités territoriales ; de la gestion de la liste des demandeurs d’emploi ; de l’accompagnement et des mesures favorisant le reclassement des demandeurs d’emploi, en mobilisant toutes les actions de conseil, de suivi et les prestations adaptées à leur situation. Les représentants locaux de l’ANPE participent aux réunions des services publics de l’emploi régionaux et départementaux.

L’Unédic et les Assédic sont chargés, par les partenaires sociaux signataires de la convention prévue à l’article L. 351-8 du Code du travail, de la gestion de l’assurance chômage. Ce régime d’assurance a pour objet d’assurer un revenu de remplacement aux salariés involontairement privés d’emploi et également de participer au financement du retour à l’emploi des allocataires. L’Unédic et les Assédic sont conventionnellement chargés, par l’ANPE, de la gestion des opérations administratives et techniques relatives à l’inscription comme demandeur d’emploi. Elles gèrent, pour le compte de l’État, dans le cadre de conventions spécifiques, différents dispositifs publics. Les responsables locaux des Assédic participent aux réunions des services publics de l’emploi régionaux et départementaux.

Les interventions de l’Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) font l’objet d’une annexe à la présente convention.

b) Les autres organismes participant au service public de l’emploi :

Outre les collectivités locales qui y concourent pour les compétences qui leur sont propres, participent au service public de l’emploi, l’APEC, l’AGEFIPH, les missions locales, ainsi que les autres organismes, publics ou privés, exerçant des activités de placement, d’insertion, de formation et d’accompagnement des personnes (organismes de formation, associations et entreprises d’insertion par l’activité économique, entreprises de travail temporaire, etc.).

c) Les maisons de l'emploi :

Les communes et intercommunalités peuvent être à l'initiative des maisons de l'emploi destinées à fédérer les actions publiques et privées en faveur de l'emploi sur leur territoire. Les maisons de l'emploi associent l'ensemble des signataires de la présente convention, dans le respect du cahier des charges.

Les maisons de l'emploi, dont la constitution est subordonnée à la participation de l'Etat, de l'ANPE et de l'Assédic, ont une fonction d'association des moyens au niveau territorial. Elles agissent notamment dans trois domaines, au profit des salariés, des demandeurs d'emploi et des entreprises : l'observation, l'anticipation des besoins de main d'œuvre et l'adaptation du territoire aux mutations économiques, l'accès et le retour à l'emploi et le développement et la création d'entreprise.

Dans le cadre des maisons de l'emploi, chaque partenaire développe, avec l'objectif de coordonner l'ensemble des actions conduites, une offre de service en terme d'expertise et de mise à disposition de moyens (notamment d'outils d'information et de communication ou de locaux). L'ensemble de ces offres de service est détaillé dans la « Charte des maisons de l'emploi ».

### **Article 3 - Accueil du demandeur d'emploi : inscription, diagnostic et orientation**

a) Les institutions de l'assurance chômage sont chargées, pour le compte de l'ANPE, de l'inscription du demandeur d'emploi.

A l'occasion de l'entretien d'inscription, une présentation des droits et obligations des bénéficiaires de l'assurance-chômage est effectuée. Un document les retraçant est remis aux intéressés

De même, un document préparatoire au premier entretien à l'ANPE est remis au demandeur d'emploi qu'il soit bénéficiaire ou non d'une allocation du régime d'assurance chômage.

b) Outre l'opération administrative d'inscription sur la liste, l'information sur les conditions d'ouverture des droits à indemnisation et les obligations concomitantes, l'Assédic procède à un premier examen de la distance à l'emploi du demandeur d'emploi et des risques de chômage de longue durée. Elle utilise à cet effet un outil d'analyse élaboré conjointement par l'ANPE et l'Unédic et recueille les éléments personnalisés complémentaires au cours de cet entretien d'inscription avec le demandeur d'emploi.

c) Dans le cadre des guichets uniques, les opérations d'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi et les entretiens professionnels sont réalisés au cours de la même journée.

Dans l'attente de leur mise en place progressive, l'ANPE réalise le premier entretien professionnel, à la suite de l'inscription, dans un délai maximal de 8 jours ouvrés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2006 et de 5 jours ouvrés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Lors de cet entretien adapté en fonction des éléments recueillis par l'Assédic, l'ANPE établit le profil et le projet personnalisé d'accès à l'emploi du demandeur, et, le cas échéant, lui propose immédiatement des offres d'emploi.

d) L'ANPE et l'Unédic expérimenteront localement, en liaison le cas échéant avec d'autres organismes participant au service public de l'emploi, d'autres modalités de réalisation de ces tâches, dans le but de simplifier les démarches des demandeurs d'emploi. En particulier, des agents de l'ANPE pourront intervenir au sein des antennes Assédic pour réaliser l'entretien professionnel concomitamment à l'inscription du demandeur d'emploi. Un premier plan de déploiement de ces expérimentations sera présenté au comité tripartite mentionné au b) de l'article 10 avant le 30 septembre 2006.

#### **Article 4 - L'accompagnement des demandeurs d'emploi**

a) Le projet personnalisé d'accès à l'emploi formalise, pour chaque demandeur d'emploi, les services, conseils et prescriptions nécessaires à son retour à l'emploi.

Ce projet est élaboré et actualisé avec le demandeur d'emploi, dans les conditions fixées par les articles R. 311-3-11 et R. 311-3-12 du Code du travail, en tenant compte de son degré d'autonomie et de sa distance à l'emploi.

S'agissant du volet formation, l'ANPE peut recourir au service d'appui à la définition d'un projet de formation de l'AFFPA, le demandeur d'emploi étant mis, à l'issue de cette prestation, en relation avec le ou les organismes compétents pour réaliser le parcours de formation préconisé (voir annexe).

Le projet personnalisé d'accès à l'emploi peut être adapté à tout moment avec le demandeur et notamment lors des entretiens de suivi mensuel en fonction de la situation du demandeur au regard de sa recherche d'emploi. Le cas échéant, des aides et mesures sont mobilisées pour favoriser le retour à l'emploi.

A compter du quatrième mois d'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi dans les catégories 1, 2 et 3, chaque demandeur d'emploi bénéficie d'un entretien mensuel réalisé par l'ANPE ou par l'un des organismes du service public de l'emploi conventionné à cet effet. Cet entretien de suivi mensuel est assuré par un même conseiller tout au long du parcours vers l'emploi. La fréquence de ces entretiens pourra être accrue pour les demandeurs d'emploi dont la situation le justifie.

Une convention Unédic-ANPE précise les modalités d'élaboration et de suivi du projet personnalisé du demandeur d'emploi. Elle fixe notamment les conditions d'accompagnement des demandeurs d'emploi par l'ANPE et les conditions selon lesquelles l'Unédic et le réseau des Assédic participent au suivi des demandeurs d'emploi, notamment pour la mise en œuvre du projet personnalisé. L'Unédic apporte son concours financier à l'ANPE au titre de ses missions de service public en faveur des demandeurs d'emploi indemnisés, conformément à l'article L. 354-1 du Code du travail et à la présente convention.

b) L'ANPE peut confier l'élaboration et la mise en œuvre du projet personnalisé à des organismes qu'elle conventionne à cet effet. Dans le cadre de ces conventions, ces organismes s'engagent à mettre en œuvre le projet personnalisé dans les meilleurs délais.

c) L'Unédic peut passer, dans le cadre de sa mission de service public, des conventions avec des organismes de placement tiers à la présente convention dans les conditions fixées à l'article 5, en vue du placement de certains allocataires.

d) En vue d'évaluer la mise en œuvre des b) et c) ci-dessus, l'Unédic et l'ANPE mettent en place conjointement, en liaison avec la DARES, une méthode d'évaluation-comparaison, reposant sur le suivi statistique d'une population témoin.

### **Article 5 - Le placement des allocataires de l'assurance chômage par des organismes tiers à la présente convention**

a) En coopération avec l'ANPE, selon les modalités de la convention prévue à cet effet, l'Unédic peut conventionner des organismes privés tiers à la convention pour le placement des allocataires de l'assurance chômage rencontrant des difficultés particulières de reclassement.

Dans ce cas, pendant toute la période durant laquelle l'allocataire est suivi par l'organisme de placement, les entretiens d'actualisation entre l'allocataire et l'ANPE ne sont pas réalisés.

b) Ces organismes de placement sont sélectionnés par l'Unédic, après une mise en concurrence, sur la base d'un cahier des charges, dans le respect de la réglementation en vigueur.

c) La convention et le cahier des charges précisent obligatoirement :

- les critères de sélection des allocataires qui sont suivis par l'organisme tiers à la présente convention ;

- les conditions de mise en œuvre des aides prévues par la convention d'assurance chômage ;

- les conditions de rémunération des organismes de placement par le régime d'assurance chômage. La rémunération de ces organismes doit majoritairement dépendre des résultats en terme de retour à l'emploi et de qualité de l'emploi. Les services sont gratuits pour les demandeurs d'emploi concernés ;

- les modalités de compte-rendu des actions conduites ;

- l'organisation des échanges d'informations au sein du service public de l'emploi : accès au dossier unique du demandeur, enrichissement du dossier unique par les données recueillies par l'organisme de placement, mise à jour d'informations nécessaires au suivi de la recherche d'emploi.

### **Article 6 - La gestion de la liste des demandeurs d'emploi et l'opérationnalité du fichier**

a) L'article L. 311-5 du Code du travail a confié à l'ANPE la tenue de la liste des demandeurs d'emploi. L'inscription des demandeurs d'emploi sur cette liste et l'actualisation sont réalisées par les Assédic pour le compte de l'ANPE, dans le cadre d'une convention entre l'ANPE et l'Unédic. Toutefois, l'ANPE peut effectuer directement l'inscription en catégorie 5

ainsi que les transferts entre catégories. Ces éléments devront être pris en compte dans l'ensemble des systèmes d'information en 2006.

b) Le traitement des avis de changement de situation (ACS) et des déclarations de situation mensuelle (DSM) devra être effectué en temps réel par l'Assédic, afin que l'ANPE soit immédiatement informée de la disponibilité effective du demandeur d'emploi.

Les parties conviennent d'élaborer un document unique ACS/DSM. Des expérimentations seront menées en ce sens et des évaluations de ces expérimentations, ayant pour objet d'en vérifier l'impact (traitement opérationnel, indemnisation, statistiques), seront réalisées.

c) L'ANPE et l'Unédic rendent compte à l'instance mentionnée au b) de l'article 10 de l'avancement progressif de l'ensemble de ces travaux.

### **Article 7 - Les modalités opérationnelles du suivi de la recherche d'emploi**

a) Les parties à la présente convention conviennent qu'un meilleur suivi du parcours de chaque demandeur d'emploi est indispensable à l'efficacité du service public de l'emploi.

Ce suivi implique un partage régulier des informations détenues par chacune des parties à la présente convention. Il implique également une évaluation régulière et individualisée des démarches de recherche d'emploi faites par les demandeurs d'emploi.

A ce titre, les parties à la présente convention conviennent, dans le respect de leurs prérogatives respectives et conformément aux règles fixées par le code du travail, d'apporter une contribution active au suivi de la recherche d'emploi.

b) En vue d'optimiser le suivi de la recherche d'emploi, des conventions tripartites locales de coordination, sont conclues, pour une durée de deux ans, dans chaque département. Elles comportent :

- un diagnostic local partagé du marché de l'emploi faisant apparaître, par bassin d'emploi et par secteur professionnel, les besoins en main d'œuvre et les difficultés de recrutement. Cette analyse du marché de l'emploi est établie à partir des informations recueillies par les différents services de la DRTEFP, de la DDTEFP, de l'ANPE et des Assédic ;
- un programme d'actions coordonnées, défini en fonction, notamment, des offres d'emploi disponibles. Ce programme prévoit le volume d'emploi et les caractéristiques des actions de contrôle à mener ;
- les modalités de coopération des partenaires au titre du suivi de la recherche d'emploi (fonctionnement des commissions tripartites dont le secrétariat est assuré par les Assédic, désignation d'un correspondant « suivi de la recherche d'emploi » dans chaque institution, réunions de l'unité départementale de coordination, bilan périodique des actions conduites et des difficultés rencontrées).

c) Un suivi mensuel global du suivi de la recherche d'emploi est réalisé aux niveaux départemental, régional et national, à partir des informations fournies par les DDTEFP, l'ANPE et les Assédic.

### **Titre 3 – L’articulation des rôles de l’ANPE et de l’Unédic : les engagements communs**

#### **Article 8 - Le renforcement des coopérations**

a) Le rapprochement des réseaux de l’ANPE et de l’Unédic est un axe prioritaire de travail pour simplifier les démarches des demandeurs d’emploi par le rapprochement physique des agences et des antennes.

Toute opération immobilière (location, achat, construction ou recherche de nouveaux locaux) sera précédée de la recherche d’un site commun ou contigu.

Un plan d’action détaillé sera arrêté avant le 30 septembre 2006. Un bilan annuel sera réalisé.

Cette politique immobilière concertée se traduira par l’ouverture, d’ici fin 2006, d’au moins un guichet unique dans chaque région. Il s’agit d’un lieu où l’ANPE et l’Unédic sont présents et au sein duquel les demandeurs d’emploi et les entreprises peuvent bénéficier des services proposés par chacun de ces deux organismes. Les agents continuent d’y exercer les missions de la structure dont ils dépendent, dans le respect de leur situation conventionnelle ou statutaire respective.

b) L’ANPE et l’Unédic s’engagent à renforcer les coopérations prévues au niveau local dans les conditions suivantes :

D’une part :

- la réunion régulière, au niveau local, des équipes de direction de l’ANPE et de l’Assédic ; avec le directeur départemental du travail, afin de mettre en place les orientations décrites dans la présente convention ;
- la désignation d’un correspondant Assédic au sein de l’ALE et d’un correspondant ALE au sein de l’Assédic ;
- la mise en œuvre d’actions de formation communes des agents, permettant une connaissance réciproque de leurs institutions respectives.

D’autre part :

- des services à distance de pré-inscription, d’actualisation de la demande d’emploi, de renseignement sur la situation du dossier d’indemnisation, d’obtention d’attestation, de signalement de changement de situation, proposés par l’Assédic au sein des ALE ;
- des services à distance d’accès aux offres d’emploi et de formation (bornes, kiosques...), proposés par l’ANPE au sein des Assédic ;
- la mise en place sur certains sites d’une permanence d’un représentant de l’ANPE dans les antennes Assédic et/ou d’un représentant de l’Assédic dans les agences locales pour l’emploi ;

- l'accueil, au sein des antennes Assédic, d'agents de l'ANPE pour la réalisation du premier entretien professionnel ;
- la mise en place de plates-formes communes, notamment dans le cadre de restructurations d'entreprises ou d'opérations de revitalisation d'un territoire.

D'autres types de coopérations menées au niveau local peuvent être encouragés, comme indiqué à l'article 3.

Une information conjointe des deux réseaux sur ces expériences permettra la diffusion des bonnes pratiques.

## **Article 9 - Les systèmes d'information des partenaires**

Le renforcement de l'accompagnement vers l'emploi du demandeur d'emploi nécessite l'amélioration des systèmes d'information des différents partenaires du service public de l'emploi, en vue d'une meilleure connaissance de la situation individuelle du demandeur d'emploi et d'un accès de l'ensemble des partenaires du service public de l'emploi aux données nécessaires à leurs missions.

### a) La convergence des systèmes d'information.

L'objectif est de mettre en place une architecture des systèmes d'information commune aux deux institutions et portée par une structure commune ANPE-Unédic, dans les meilleurs délais et avant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 pour la création de la structure commune et la définition de l'architecture cible des systèmes d'information et avant le 1<sup>er</sup> juillet 2008 pour l'architecture commune.

### b) La mise en œuvre de certaines applications doit être immédiate : le dossier unique du demandeur d'emploi, l'outil d'analyse de la distance à l'emploi visé à l'article 3 et l'outil commun d'information sur la formation.

Le dossier unique du demandeur d'emploi est constitué de l'ensemble des données pertinentes le concernant qui sont collectées par les services et institutions qui constituent le service public de l'emploi ou par ceux qui y participent. Ce dossier est mis à jour en temps réel et au minimum quotidiennement pour certains actes.

Une convention entre l'ANPE et l'Unédic précise les modalités de mise en œuvre du dossier unique du demandeur d'emploi.

L'interopérabilité des systèmes d'information se traduit par la mise en service, dès la signature de la présente convention, d'un portail commun d'accès au dossier unique du demandeur d'emploi offrant un accès direct, à tous les opérateurs habilités, à tout ou partie des données de ce dossier.

Sur le plan opérationnel, les services et institutions assurant le service public de l'emploi disposent de moyens techniques et d'outils permettant un échange permanent sur le dossier unique du demandeur d'emploi.

## **Titre 4 – La coordination des responsabilités**

### **Article 10 - La coordination entre l'Etat, l'ANPE et l'Unédic au niveau national**

a) Le Comité supérieur de l'emploi

Le Comité supérieur de l'emploi (CSE) est consulté au niveau national sur les grandes orientations de la coopération et du rapprochement de l'ANPE et de l'Unédic.

Il suit la réalisation des objectifs de la présente convention, conformément aux engagements pris par les signataires.

b) Un comité tripartite, placé auprès du Comité supérieur de l'emploi, composé du délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle, de son adjoint, du président et du directeur général de l'ANPE, du président, du vice-président, du directeur général et d'un directeur général adjoint de l'Unédic, se réunit au moins trois fois par an.

Ce comité est chargé de faire le point sur la mise en œuvre de la présente convention, sans préjudice des compétences propres des organes de direction des parties signataires. Pour ce faire, il élabore des indicateurs de suivi, permettant de mesurer les résultats des actions conduites.

Ses conclusions sont portées à la connaissance du Comité supérieur de l'emploi.

Il peut être saisi par le Comité supérieur de l'emploi.

Il rend compte au moins une fois par an au Comité supérieur de l'emploi.

### **Article 11 - La coordination de la politique de l'emploi au niveau national**

Le service public de l'emploi national (SPEN) détermine de façon concertée les points stratégiques de la politique de prévention et de lutte contre le chômage.

Il suit la réalisation des objectifs généraux de cette politique :

- à travers la mobilisation des mesures financées par l'Etat et par l'Unédic dans le cadre de l'activation des dépenses d'indemnisation ;
- à travers l'évolution des services offerts aux personnes et leur impact sur le retour à l'emploi (nombre de demandeurs d'emploi reclassés) ;
- au travers d'indicateurs de performance, en terme de coûts et d'efficience, qui traduisent les engagements annuels de l'Etat.

Participent au SPEN, qui se réunit une fois par trimestre : la DGEFP et la DARES pour le ministère chargé de l'emploi, l'Unédic, l'ANPE et l'AFPA.

### **Article 12 - La coordination au niveau territorial**

a) Le service public de l'emploi régional (SPER), qui regroupe les services déconcentrés de l'Etat sous la présidence du Préfet, l'ANPE, l'AFPA et l'Assédic, suit, en formation restreinte aux signataires de la présente convention, la mise au niveau régional de la présente convention.

b) Le service public de l'emploi départemental (SPED) assure le même suivi au niveau départemental.

## **Titre 5 – Evaluation**

### **Article 13 - L'évaluation de la mise en œuvre de la convention**

Le comité tripartite mentionné au b) de l'article 10 est chargé de l'évaluation de la mise en œuvre de la convention.

Il est notamment chargé de réaliser au bout d'un an un premier bilan de l'application de la convention. Ce bilan est effectué sur la base d'un rapport de l'IGAS, remis au comité tripartite, et des études que le comité pourrait commanditer. En fonction des résultats atteints, il définira le rythme souhaitable de réalisation des bilans périodiques.

## **Titre 6 – Dispositions finales**

### **Article 14 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention peut être révisée à tout moment, à l'initiative de l'une des parties signataires, notamment en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires ou de la convention d'assurance chômage.

La dénonciation de la présente convention par l'une des parties signataires entraîne sa résiliation qui ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la notification de dénonciation de ladite convention faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Fait à Paris, le 05 mai 2006

Pour l'Unédic :

Pour l'ANPE :

Pour l'Etat :

La Présidente

Le Président

Le ministre de l'emploi, de la  
cohésion sociale  
et du logement

Le Vice-Président

Le Directeur Général

Le Directeur Général

Le ministre délégué à  
l'emploi, au travail et à  
l'insertion professionnelle  
des jeunes

ANNEXE  
**PARTICIPATION DE L'ASSOCIATION NATIONALE  
POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES  
AUX OBJECTIFS DE LA PRESENTE CONVENTION**

L'Etat, représenté par le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le Ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes,

L'ANPE, représentée par le Président du Conseil d'administration et son Directeur Général,

L'Unédic, représentée par le Président et le Vice-Président de son Conseil d'administration et son Directeur Général,

L'AFPA, représentée par le Président de l'Assemblée Générale et son Directeur Général,

Vu le Code du travail, en particulier l'article L. 311-1,

Vu le contrat de progrès 2004/2008, signé le 18 février 2005 entre l'Etat et l'AFPA,

Convient de ce qui suit :

**Préambule**

L'AFPA exerce, depuis sa création, une mission d'intérêt général dans le domaine de la formation dont l'accomplissement contribue à la cohésion sociale et territoriale que le Service public de l'emploi entend promouvoir, en liaison avec les collectivités territoriales et les partenaires sociaux.

L'AFPA contribue, au sein du service public de l'emploi, par ses actions dans le domaine de l'orientation, de la formation, de l'accompagnement, de la certification et de la validation des acquis de l'expérience (VAE), à l'atteinte des objectifs visant à améliorer la performance et la qualité des actions engagées pour l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi et la réduction du chômage.

L'AFPA inscrit son action dans la politique territorialisée du service public de l'emploi. Elle participe notamment à la construction d'une offre de services définie conjointement avec l'ANPE et les Assédic.

**Article 1 – Les missions de l'AFPA**

Association à caractère national et tripartite, l'AFPA concourt dans le champ de la formation qualifiante et de l'emploi des actifs à la réalisation des politiques de l'Etat au niveau national comme au niveau déconcentré, dans le cadre fixé par le Contrat de progrès passé avec l'Etat.

Elle assure la mise en œuvre, en lien avec l'ANPE, de prestations d'orientation afin de répondre aux besoins de formation et de qualification des demandeurs d'emploi. Elle est chargée de construire, pour les publics prioritaires de la politique de l'emploi, des parcours d'accès à la qualification et à l'emploi par la formation ou par la validation des acquis de

l'expérience. Elle mobilise, pour ces publics, et pour les actions restant de la compétence de l'Etat avant transfert aux régions, des prestations de formation, d'accompagnement, d'hébergement et de restauration. Elle propose une offre de certification diversifiée sur le territoire et elle réalise des prestations d'accompagnement des reconversions des salariés et d'aide au recrutement des entreprises en particulier pour les métiers en tension, en lien avec les politiques de l'Etat, des régions et des partenaires sociaux. Elle contribue à la construction et à la délivrance d'une offre de titres professionnels délivrés par le Ministère du travail.

## **Article 2 – Une meilleure information des demandeurs d'emploi sur l'offre de formation de l'AFPA**

L'ANPE et les Assédic s'engagent à informer les demandeurs d'emploi sur l'offre de service de l'AFPA :

- L'ANPE et les Assédic partagent dans chaque région la liste des métiers en tension avec l'AFPA (affichage dans les Espaces Ressources Emploi de l'AFPA).
- L'AFPA communique à l'ANPE et aux Assédic la liste des formations qui permettent de répondre aux besoins de compétences dans les métiers en tension, en particulier lorsque des places restent vacantes.
- L'offre de formation (nationale et régionale) est mise à disposition des prescripteurs via OFAA. Elle est mise à disposition du public par tous moyens d'information appropriés.

## **Article 3 – Le développement de la complémentarité des services**

Dans le cadre de la construction des parcours personnalisés, l'ANPE, l'AFPA et les Assédic s'engagent à renforcer la complémentarité de leurs services pour :

- a) proposer une offre de service enrichie et réactive aux demandeurs d'emploi, notamment dans les contextes de reconversion professionnelle, en coopération avec les branches professionnelles.
- b) améliorer le fonctionnement du service intégré d'appui au projet professionnel.
- c) mobiliser dès le premier entretien à l'ANPE le service « accompagnement à la VAE » de l'AFPA, notamment pour les demandeurs d'emploi en reconversion professionnelle expérimentés mais non qualifiés.
- d) favoriser l'accès à l'emploi des stagiaires de l'AFPA. L'AFPA reçoit l'appui de l'ANPE, dans les espaces ressources emploi (ERE), pour assurer des prestations d'aide à la recherche d'emploi à l'issue des formations que dispense l'AFPA.

S'agissant plus particulièrement du service intégré :

- l'accès au service de construction du projet de formation ou au parcours de VAE réalisé dans le cadre de la complémentarité ANPE AFPA est renforcé pour les co-traitants de l'ANPE ;
- l'AFPA recherche, avec l'ANPE et l'Unédic, la simplification de la procédure administrative aujourd'hui mise en œuvre pour suivre le parcours du bénéficiaire dans le cadre du dossier unique du demandeur d'emploi (délégation de l'ANPE à l'AFPA pour

établir l'attestation d'inscription à un stage de formation et la transmettre directement à l'Assédic et à l'ANPE ; délégation de l'ANPE à l'AFPA pour prescrire une solution hors formation si nécessaire, dans le cadre de l'offre de services de l'ANPE) ;

- l'ANPE s'engage à un meilleur ciblage du public afin de réduire les cas de non confirmation du projet de formation. Les deux organismes travailleront ensemble à l'élaboration de critères de ciblage.

#### **Article 4 – Le renforcement des coopérations pour la mise en œuvre du plan de cohésion sociale**

L'AFPA et l'ANPE coordonnent leur offre de service pour l'accès à l'emploi, l'accompagnement et la professionnalisation des bénéficiaires des contrats aidés du secteur non marchand.

Les prestations d'accompagnement des bénéficiaires des minima sociaux, délivrées par l'AFPA, pour l'accès aux contrats aidés non marchand, seront mobilisées dans le cadre des plans d'actions arrêtés par les services publics de l'emploi départementaux.

#### **Article 5 – Les coopérations AFPA/ANPE/Unédic sur l'accès à la qualification et à l'emploi**

L'AFPA renforce sa collaboration avec l'ANPE pour favoriser l'accès des jeunes et des demandeurs d'emploi adultes aux contrats de professionnalisation, notamment à l'issue des « plates-formes de vocation » mises en place par l'ANPE.

L'AFPA et l'Unédic s'engagent à développer leur coopération sur l'accès à la qualification des allocataires de l'assurance chômage par la voie du contrat de professionnalisation, du CIF-CDD et de la validation des acquis de l'expérience. Localement, des actions communes pourront être engagées en faveur de l'accès à l'emploi des travailleurs en seconde partie de carrière, des travailleurs saisonniers et en faveur de la création d'entreprise, en lien avec l'ANPE et les branches professionnelles. Priorité sera donnée à l'accès aux métiers en tension et/ou aux métiers porteurs d'emploi.

#### **Article 6- La coordination des systèmes d'information des partenaires pour la mise en œuvre du dossier unique du demandeur d'emploi**

L'AFPA a obligation de rendre compte à l'ANPE et aux Assédic des projets de formation à l'issue du service de construction du projet de formation et des parcours de VAE à l'issue de la prestation d'accompagnement correspondante.

Elle doit simplifier les démarches des demandeurs d'emploi et pouvoir leur proposer, en lien avec l'ANPE, ses actions de formation ciblées sur les métiers en tension et/ou les métiers porteurs d'emploi.

L'AFPA est associée aux travaux que mènent l'Etat, l'ANPE et l'Unédic sur le répertoire de l'offre de formation, et le dossier unique du demandeur d'emploi.

Elle accède au dossier unique du demandeur d'emploi en consultation et le complète avec les résultats du service rendu au demandeur d'emploi : orientation retenue, formations suivies et certifications obtenues, notamment par la validation des acquis d'expérience.

## **Article 7 – La participation de l'AFPA aux maisons de l'emploi**

L'AFPA est pleinement engagée aux côtés des autres membres du service public de l'emploi dans la réalisation des maisons de l'emploi. A cet effet, les directeurs régionaux de l'AFPA mobiliseront, en concertation avec les services du ministère en charge de l'emploi, les prestations de l'AFPA en matière d'ingénierie territoriale emploi-formation, qualification des demandeurs d'emplois et accompagnement des salariés en reconversion sur les trois volets d'action des maisons de l'emploi. Sa contribution pourra prendre la forme d'intervention ponctuelle ou permanente, sous forme présentielle ou par développement de services à distance.

L'offre de services de l'AFPA est détaillée dans la « Charte des maisons de l'emploi » et ses annexes.

## **Article 8 – La coordination**

Le directeur général de l'AFPA sera associé, en tant que de besoin, au comité tripartite mentionné au b) de l'article 10 de la convention.

Fait à Paris, le 05 mai 2006

Pour l'Unédic :

La Présidente

Le Vice-Président

Le Directeur  
Général

Pour l'ANPE :

Le Président

Le Directeur  
Général

Pour l'Etat :

Le ministre de  
l'emploi, de la  
cohésion sociale  
et du logement

Le ministre délégué  
à l'emploi, au  
travail et à  
l'insertion  
professionnelle des  
jeunes

Pour l'AFPA :

Le Président

Le Directeur  
Général

**LISTE DES 158 MAISONS DE L'EMPLOI LABELLISEES**

Région	Département	Maisons labellisées	Date de labellisation
Alsace	Bas-Rhin	MOLSHEIM (PAYS DE BRUCHE MOSSIG PIEMONT)	12 juillet 2005
Alsace	Bas-Rhin	SAVERNE	7 décembre 2005
Alsace	Bas-Rhin	STRASBOURG	7 décembre 2005
Alsace	Haut-Rhin	ALTKIRCH (PAYS DE SAINT-LOUIS ET DU SUNDGAU)	7 décembre 2005
Alsace	Haut-Rhin	MULHOUSE	21 juin 2005
Alsace	Haut-Rhin	VIEUX THANN (PAYS DE THUR DOLLER)	7 décembre 2005
Aquitaine	Gironde	BORDEAUX	20 septembre 2005
Aquitaine	Lot et Garonne	VILLENEUVOIS ET FUMELOIS	20 septembre 2005
Aquitaine	Pyrénées-Atlantiques	BAYONNE AGGLOMERATION	20 septembre 2005
Aquitaine	Pyrénées-Atlantiques	ORTHEZ (LACQ et OLORON-MAULEON)	25 avril 2006
Basse-Normandie	Calvados	CAEN HEROUVILLE	31 janvier 2006
Basse-Normandie	Calvados	LISIEUX (PAYS D'AUGE)	15 novembre 2005
Basse-Normandie	Manche	CHERBOURG	15 novembre 2005
Basse-Normandie	Orne	ALENCON	20 septembre 2005
Basse-Normandie	Orne	ARGENTAN PAYS D'AUGE ORNAIS	25 avril 2006
Bourgogne	Côte d'Or	VITTEAUX HAUTE COTE D'OR	15 novembre 2005
Bourgogne	Nièvre	NIEVRE	25 avril 2006
Bourgogne	Yonne	AUXERRE	25 avril 2006
Bretagne	Côtes d'Armor	DINAN	15 novembre 2005
Bretagne	Côtes d'Armor	LOUDEAC CENTRE BRETAGNE	20 septembre 2005
Bretagne	Côtes d'Armor	SAINT BRIEUC	21 juin 2005
Bretagne	Finistère	BREST	12 juillet 2005
Bretagne	Ille-et-Vilaine	REDON	25 avril 2006
Bretagne	Ille-et-Vilaine	RENNES METROPOLE	15 novembre 2005
Bretagne	Ille-et-Vilaine	VITRE	12 juillet 2005
Bretagne	Morbihan	PLOERMEL	11 mai 2005
Bretagne	Morbihan	VANNES	21 juin 2005
Centre Val-de-Loire	Cher	VIERZON	31 janvier 2006
Centre Val-de-Loire	Eure-et-Loir	CHARTRES	25 avril 2006
Centre Val-de-Loire	Eure-et-Loir	DREUX	11 mai 2005
Centre Val-de-Loire	Indre et Loire	CHINONNAIS	20 septembre 2005
Centre Val-de-Loire	Indre et Loire	LOCHES (PAYS DE LA TOURAINE COTE SUD)	15 novembre 2005
Centre Val-de-Loire	Loiret	ORLEANS	31 janvier 2006
Champagne-Ardenne	Ardennes	CHARLEVILLE-MEZIERES	15 novembre 2005
Champagne-Ardenne	Ardennes	SEDAN	20 septembre 2005
Champagne-Ardenne	Aube	BAR-SUR-AUBE CLAIRVAUX	11 mai 2005
Champagne-Ardenne	Marne	EPERNAY	25 avril 2006
Corse	Corse du Sud	AJACCIO	21 juin 2005
Corse	Corse du Sud	PORTO-VECCHIO et PROPRIANO	7 décembre 2005
Franche-Comté	Doubs	BESANCON	25 avril 2006
Franche-Comté	Doubs	MONTBELIARD	11 mai 2005
Franche-Comté	Jura	SAINT-CLAUDE HAUT-JURA	12 juillet 2005

**LISTE DES 158 MAISONS DE L'EMPLOI LABELLISEES**

Région	Département	Maisons labellisées	Date de labellisation
Franche-Comté	Territoire de Belfort	TERRITOIRE DE BELFORT	11 mai 2005
Haute-Normandie	Eure	EVREUX	7 décembre 2005
Haute-Normandie	Eure	VAL-DE-RUEIL (BASSIN D'EMPLOI DE LOUVIERS)	25 avril 2006
Haute-Normandie	Seine Maritime	DIEPPE	31 janvier 2006
Haute-Normandie	Seine Maritime	DOUDEVILLE (PLATEAU DE CAUX MARITIME)	7 décembre 2005
Haute-Normandie	Seine Maritime	LE HAVRE	12 juillet 2005
Ile-de-France	Paris	PARIS	12 juillet 2005
Ile-de-France	Seine et Marne	DAMMARIE-LES-LYS (VAL DE SEINE)	25 avril 2006
Ile-de-France	Seine et Marne	SAN SENART	11 mai 2005
Ile-de-France	Essonne	SUD ESSONNE ETAMPES	31 janvier 2006
Ile-de-France	Hauts de Seine	CHATENAY-MALABRY (HAUTS DE BIEVRE)	15 novembre 2005
Ile-de-France	Hauts de Seine	ISSY-LES-MOULINEAUX (ARC DE SEINE)	15 novembre 2005
Ile-de-France	Hauts de Seine	NANTERRE	11 mai 2005
Ile-de-France	Hauts de Seine	RUEIL - CŒUR DE SEINE	11 mai 2005
Ile-de-France	Seine St Denis	AULNAY - VILLEPINTE	15 novembre 2005
Ile-de-France	Seine St Denis	SAINT-DENIS (PLAINE COMMUNE)	15 novembre 2005
Ile-de-France	Val de Marne	MAISONS-ALFORT, CHARENTON-LE-PONT, SAINT-MAURICE	25 avril 2006
Ile-de-France	Val d'oise	ARGENTEUIL	20 septembre 2005
Languedoc-Roussillon	Aude	NARBONNAISE	21 juin 2005
Languedoc-Roussillon	Gard	NIMES METROPOLE	7 décembre 2005
Languedoc-Roussillon	Hérault	BEZIERS ET GRAND BITERROIS	12 juillet 2005
Languedoc-Roussillon	Hérault	LODEVE (PAYS CŒUR DE L'HERAULT)	12 juillet 2005
Languedoc-Roussillon	Hérault	LUNEL (PAYS DE LUNEL ET PAYS DE L'OR)	12 juillet 2005
Languedoc-Roussillon	Pyrénées Orientales	PERPIGNAN	11 mai 2005
Limousin	Corrèze	USSEL	12 juillet 2005
Limousin	Creuse	LA SOUTERRAINE (PAYS OUEST CREUSOIS)	15 novembre 2005
Limousin	Haute Vienne	SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE	15 novembre 2005
Lorraine	Meurthe et Moselle	GRAND NANCY	11 mai 2005
Lorraine	Meuse	VERDUN (MdE MEUSIENNE )	21 juin 2005
Lorraine	Moselle	SARREBOURG (SUD MOSELLAN)	12 juillet 2005
Lorraine	Vosges	EPINAL (VOSGES CENTRALES)	25 avril 2006
Lorraine	Vosges	SAINT-DIE (DEODATIE)	25 avril 2006
Lorraine	Vosges	VITTEL (OUEST VOSGIEN)	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Ariège	FOIX ARIEGE	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Aveyron	DECAZEVILLE AUBIN	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Aveyron	RODEZ	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	COLOMIERS (NORD-OUEST TOULOUSAIN)	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	LABEGE (SUD EST TOULOUSAIN)	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	MONTREJEAU (COMMINGES)	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	PORTET-SUR-GARONNE (MURETAIN)	25 avril 2006

**LISTE DES 158 MAISONS DE L'EMPLOI LABELLISEES**

Région	Département	Maisons labellisées	Date de labellisation
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	SAINT-JEAN (NORD-EST TOULOUSAIN)	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	TOULOUSE BAGATELLE	31 janvier 2006
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	TOULOUSE CENTRE BELLEFONTAINE	31 janvier 2006
Midi-Pyrénées	Gers	ISLE-JOURDAIN (SAVE A LA GIMONE)	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Lot	FIGEAC	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Lot	GOURDON (PAYS BOURIAN)	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Hautes Pyrénées	BAGNERES-DE-BIGORRE	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Hautes Pyrénées	LOURDES (VALLEES DES GAVES)	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Hautes Pyrénées	TARBES	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Tarn	ALBI (NORD DU TARN)	25 avril 2006
Midi-Pyrénées	Tarn	CASTRES	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Tarn	GAILLAC OUEST DU TARN	7 décembre 2005
Midi-Pyrénées	Tarn-et-Garonne	CAUSSADE (PAYS MIDI QUERCY)	25 avril 2006
Nord-Pas-de-Calais	Nord	CAMBRESIS	21 juin 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	DUNKERQUE	11 mai 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	FOURMIES (SUD-AVESNOIS)	15 novembre 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	HEM (VAL DE MARQUE)	21 juin 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	LILLE METROPOLE NORD OUEST	21 juin 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	LILLE-LOMME-HELLEMMES	21 juin 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	LINSELLES (VALLEE DE LA LYS)	25 avril 2006
Nord-Pas-de-Calais	Nord	MAUBEUGE NORD-AVESNOIS	21 juin 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	PEVELE MELANTOIS CAREMBAULT	31 janvier 2006
Nord-Pas-de-Calais	Nord	ROUBAIX	21 juin 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	TOURCOING	15 novembre 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	VALENCIENNES METROPOLE	11 mai 2005
Nord-Pas-de-Calais	Nord	VILLENEUVE D'ASCQ - MONS EN BAROEUL	31 janvier 2006
Nord-Pas-de-Calais	Pas de Calais	ARRAS PAYS D'ARTOIS	11 mai 2005
Nord-Pas-de-Calais	Pas de Calais	BOULOGNE-SUR-MER	15 novembre 2005
Ostre-Mer	La Réunion	SAINT-BENOIT LA REUNION CIREST	20 septembre 2005
Pays-de-la-Loire	Loire Atlantique	ANCENIS	7 décembre 2005
Pays-de-la-Loire	Loire Atlantique	CHATEAUBRIANT	20 septembre 2005
Pays-de-la-Loire	Loire Atlantique	NANTES METROPOLE	21 juin 2005
Pays-de-la-Loire	Maine et Loire	ANGERS	7 décembre 2005
Pays-de-la-Loire	Maine et Loire	SAUMUR LOIRE VALLEES D'ANJOU	25 avril 2006
Pays-de-la-Loire	Mayenne	MAYENNE (CONSEIL GENERAL)	31 janvier 2006
Pays-de-la-Loire	Sarthe	LA FERTE-BERNARD (SARTHE NORD)	7 décembre 2005
Pays-de-la-Loire	Sarthe	LE MANS	7 décembre 2005
Pays-de-la-Loire	Sarthe	SABLE-SUR-SARTHE (SARTHE SUD)	7 décembre 2005
Pays-de-la-Loire	Vendée	LA ROCHE SUR YON	31 janvier 2006
Pays-de-la-Loire	Vendée	VENDEE (CONSEIL GENERAL)	31 janvier 2006
Picardie	Aisne	CHATEAU-THIERRY SUD DE L' AISNE	20 septembre 2005
Picardie	Aisne	CHAUNY-TERGNIER	31 janvier 2006
Picardie	Aisne	SAINT-QUENTINOIS	12 juillet 2005
Picardie	Oise	CLERMONTOIS - PLATEAU PICARD	7 décembre 2005

**LISTE DES 158 MAISONS DE L'EMPLOI LABELLISEES**

Région	Département	Maisons labellisées	Date de labellisation
Picardie	Oise	COMPIEGNOIS	15 novembre 2005
Picardie	Somme	ABBEVILLE PICARDIE MARITIME	7 décembre 2005
Picardie	Somme	GRAND AMIENOIS	11 mai 2005
Picardie	Somme	PERONNE (SANTERRE HAUTE-SOMME)	25 avril 2006
Poitou-Charentes	Charente-Maritime	JONZAC HAUTE-SAINTONGE	7 décembre 2005
Poitou-Charentes	Charente-Maritime	LA ROCHELLE	7 décembre 2005
Poitou-Charentes	Charente-Maritime	ROCHEFORT	31 janvier 2006
Poitou-Charentes	Charente-Maritime	SAINTES (PAYS DE SAINTONGE ROMANE)	7 décembre 2005
Poitou-Charentes	Charente-Maritime	VALS DE SAINTONGE SAINT-JEAN-D'ANGELY	31 janvier 2006
Poitou-Charentes	Deux-Sèvres	BRESSUIRE	11 mai 2005
Poitou-Charentes	Vienne	CHATELLERAULT	31 janvier 2006
Poitou-Charentes	Vienne	MAISON DE LA VIENNE	15 novembre 2005
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Hautes-Alpes	MANOSQUE	25 avril 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Alpes Maritimes	LE CANNET	31 janvier 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Alpes Maritimes	SOPHIA ANTIPOLIS	31 janvier 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Bouches du Rhône	ARLES	25 avril 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Bouches du Rhône	ISTRES OUEST PROVENCE	31 janvier 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Bouches du Rhône	MARTIGUES (PAYS MARTEGAL COTE BLEUE)	31 janvier 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Var	FREJUS EST VAR	7 décembre 2005
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Var	TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	25 avril 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Vaucluse	AVIGNON	25 avril 2006
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Vaucluse	SUD VAUCLUSE (CAVAILLON)	20 septembre 2005
Rhône-Alpes	Ardèche	LARGENTIERE (ARDECHE MERIDIONALE)	25 avril 2006
Rhône-Alpes	Drôme	ROMANS DROME DES COLLINES	15 novembre 2005
Rhône-Alpes	Isère	VOIRONNAIS ET SUD GRESIVAUDAN	20 septembre 2005
Rhône-Alpes	Loire	FOREZ MONTBRISON (LOIRE CENTRE)	31 janvier 2006
Rhône-Alpes	Loire	SUD LOIRE (SAINT-ETIENNE, ONDAINE, VALLEE DU GIER)	31 janvier 2006
Rhône-Alpes	Rhône	CALUIRE-CUIRE (PLATEAU NORD et VAL DE SAONE)	25 avril 2006
Rhône-Alpes	Rhône	GIVORS (RHONE SUD)	20 septembre 2005
Rhône-Alpes	Rhône	LYON	31 janvier 2006
Rhône-Alpes	Rhône	VILLEFRANCHE-SUR-SAONE PAYS BEAUJOLAIS	20 septembre 2005
Rhône-Alpes	Haute Savoie	BONNEVILLE	11 mai 2005